Nouvelles tendances de l'urbanisation en Égypte : ruptures ou continuités ?

Galila El Kadi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/164>

DOI : 10.4000/ema.164

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1990

Pagination : 25-45

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Galila El Kadi, « Nouvelles tendances de l'urbanisation en Égypte : ruptures ou continuités ? », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 1 | 1990, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/164> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.164>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Nouvelles tendances de l'urbanisation en Égypte : ruptures ou continuités ?

Galila El Kadi

- 1 Si nous considérons les définitions les plus courantes de l'urbanisation¹, à savoir « l'action de créer des villes ou d'étendre l'espace urbain » et « la concentration croissante des populations dans les villes et dans les agglomérations urbaines² », nous constatons que les récentes données statistiques sur l'urbanisation en Égypte les contredisent partiellement.
- 2 Ainsi, l'une des données les plus frappantes est la stagnation de l'évolution de la population urbaine au cours des dix dernières années (43,8% de l'ensemble en 1976, contre 43,9% en 1986)³. Or, celle-ci n'avait cessé d'augmenter d'une façon continue et soutenue depuis le début de ce siècle (17,2% en 1907, 26,4% en 1937, 37,5% en 1960 et 43,8% en 1976). Simultanément, le nombre de localités rurales érigées en villes au cours de la décennie écoulée (17 localités) représente moins du tiers de celles qui ont accédé à ce statut entre 1960 et 1976 (54 localités).
- 3 À ces données il faut ajouter la régression, voire la chute spectaculaire dans certains cas, du taux de croissance des métropoles et des grandes villes, contrastant avec une dynamique relative des villes moyennes (20 000 à moins de 100 000 habitants) et une très forte croissance des petites villes et des agglomérations dites rurales. Ce relatif ralentissement de l'urbanisation dans un pays qui subit une nouvelle révolution démographique nous amène à poser un certain nombre de questions.
- 4 Il s'agit d'abord de s'interroger sur les notions d'« urbanité » et de « ruralité » en Égypte, car c'est souvent l'ambiguïté ou l'imprécision de ces concepts qui pervertissent les données de base sur la croissance et, par conséquent, faussent l'ensemble des résultats de l'analyse. L'on peut aussi se demander sur quels critères s'appuie l'administration pour octroyer le statut de ville à une localité rurale et quels sont les enjeux qui sous-tendent les choix réels.

- 5 Nous nous interrogerons ensuite sur les mouvements de croissance, de ralentissement et de régression de la croissance des différentes strates des villes composant le réseau urbain. La dynamique de la strate intermédiaire des villes traduit-elle l'amorce de l'équilibre, tant souhaité, d'une armature urbaine marquée par une forte polarisation au profit d'un nombre très réduit de villes ? Ou s'agit-il plutôt d'un phénomène ayant un impact limité ? Quels sont les facteurs ayant contribué à la dynamique sans précédent d'agglomérations dites rurales, de taille moyenne, et quelles en sont les conséquences, notamment sur l'environnement écologique ? Cette dynamique révèle-t-elle un déclin général de l'exode rural compte tenu du rapprochement des taux d'accroissement annuels moyens des populations urbaine et rurale (respectivement de 2,6% et 2,5%) ?
- 6 Nous ne pourrions certes pas apporter de réponses précises à toutes ces questions, étant donné l'absence de données sur les mouvements migratoires ; nous nous contenterons donc d'avancer des hypothèses ou de nous appuyer sur des études de cas. Nous tenterons enfin de répondre à la question posée par le titre de cette étude : la stabilisation de la population urbaine est-elle réelle ou apparente ? Traduit-elle vraiment de nouvelles tendances amenées à se développer ? Quel est l'avenir de l'urbanisation en Égypte ?
- 7 Notre analyse des nouvelles données de l'urbanisation n'exclut pas la nécessité de quelques rappels historiques permettant de rétablir les rapports avec les origines, sans nier le fait que certaines données identiques ont pris un sens différent dans un contexte qui a évolué.
Une armature urbaine millénaire
- 8 La géographie de l'Égypte a fait à la fois sa fortune et son malheur. Tenue prisonnière entre deux plateaux désertiques, la fertile vallée du Nil (moins de 4% de la surface totale du pays) abrite depuis le début de l'histoire⁴ la majorité de la population et des activités et la totalité des villes et des villages. Aujourd'hui encore, et en dépit des efforts successifs entrepris par l'État depuis 1956 pour la conquête du désert, les gouvernorats dits de la frontière⁵, tous désertiques, regroupent 565 389 habitants (1,7% de la population totale) dont 324 128 citoyens répartis sur 27 centres urbains (14% de l'ensemble des villes et 40% des villes de moins de 20 000 habitants).
- 9 Deux traits particuliers caractérisent le cas égyptien : l'ancienneté de l'armature urbaine et un cadrage administratif rigoureux dont le fondement essentiel remonte à l'Antiquité.
- 10 Lorsque les Grecs arrivèrent en Égypte, ils furent émerveillés par la densité de la population, le foisonnement des villes et la diversité de leurs fonctions. « Villages et ville se comptaient par milliers », dont une « centaine de vraies villes⁶ » réparties sur l'ensemble du territoire de l'Égypte utile, suivant une logique dictée par les déterminants géographiques, politiques, économiques et militaires : en Basse-Égypte, elles étaient dispersées dans le large éventail du Delta avec une plus grande densité le long des sept bras du Nil, principal réseau de circulation des hommes et des biens, et une faible concentration sur le littoral et à la lisière des déserts. En Haute-Égypte, elles se succédaient régulièrement dans la vallée sur les deux rives du fleuve.
- 11 À côté des trois capitales nationales, Oun, Memphis et Thèbes, il y avait les 42 capitales des « nomes » (provinces)⁷. En outre, d'autres centres urbains remplissaient des fonctions particulières : Tennes, centre de fabrication des textiles, Naucratis, ville

commerciale fondée par les Milésiens sous la XXVI^e dynastie ; Canope, port maritime ; Chidia, station douanière sur l'ancien Canal d'Alexandrie ; Al-Lahun, Dayr al-Madina et Khent Kaus, villes ouvrières ; des villes fortifiées où stationnaient des garnisons telles que Silé et des centres religieux d'importance régionale ou nationale. La distinction entre rural et urbain remonte donc aux temps les plus anciens. Fonctions administratives, politiques, militaires, religieuses ou économiques opéraient cette distinction en même temps qu'elles déterminaient le rang et l'importance d'une localité dans le réseau urbain. Cela nous permet de parler d'une armature urbaine précoce sans qu'il s'agisse seulement d'une métaphore.

- 12 Cette hiérarchie des villes s'insérait dans un système de division territoriale en régions, provinces et, plus tard, cantons, dont le principe de base est resté quasiment immuable. Depuis les époques primitives, l'Égypte était divisée en deux grandes régions : la Haute-Égypte et la Basse-Égypte, auxquelles est venue s'ajouter la Moyenne-Égypte (termes génériques utilisés encore de nos jours mais ne correspondant pas à un découpage administratif). Ces régions étaient divisées à leur tour en provinces appelées nomes, aménagées en fonction de l'irrigation, de la conquête du sol et régies par un officier délégué par le pouvoir central⁸. Chaque nome avait sa métropole, possédait son environnement social et son dieu local, auquel était attachée la population. Les 42 nomes de l'Égypte pharaonique ont presque doublé au cours des époques postérieures. Des villes en décadence cédaient le pas à des cités plus récentes et plus prospères, certains nomes étaient subdivisés, d'autres étaient réunis en fonction du volume de la production agricole, de la prospérité économique et des variations du nombre des habitants.
- 13 A certaines époques on a créé un ou deux niveaux administratifs intermédiaires entre cette circonscription de base et les trois grandes régions composant le territoire. Ce fut le cas au IV^e siècle de notre ère (décret de Diocèse) où la Haute et la Basse-Égypte furent divisées en 7 Éparquies, divisées à leur tour en duchés regroupant les nomes, qui prirent le nom de « pagis », puis « kourah ».
- 14 A d'autres époques, la nécessité d'avoir une unité administrative plus grande que la kourah se faisant ressentir, l'on groupa les kourah dans de petites provinces tout en supprimant les deux grandes divisions introduites par les Romains ; cette période des petites provinces dura de 1058 à 1300 ; lui succéda celle des grandes provinces (24 en Basse-Égypte et en Haute-Égypte) qui dura non seulement jusqu'à la fin de l'époque arabe mais pratiquement jusqu'à nos jours, car la plupart des provinces existent encore à l'heure actuelle telles qu'elles étaient autrefois.
- 15 Toutefois, des unités plus réduites, le district et le canton, assurèrent le relais entre les provinces et les communes rurales à partir de 1850 où, en même temps, les trois villes principales, Le Caire, Rosette et Damiette, furent érigées en gouvernorats. Ce nouveau terme s'étendit ensuite pour désigner toutes les provinces suite à la promulgation, en 1960, de la loi sur l'administration locale qui définit les trois niveaux de l'actuelle hiérarchie administrative : le gouvernorat (province), le markaz (district) et le village.
- 16 Certes le nombre, les capitales, les appellations, la nomenclature, les limites géographiques et la taille des provinces ont beaucoup varié durant les 5 000 ans qui nous séparent des époques antiques ; toutefois, on retrouve certaines continuités

indéniables. Ainsi y a-t-il, parmi les 26 capitales des gouvernerais composant le territoire :

- Six cités ayant plus de 4000 ans d'histoire et qui étaient des capitales régionales ou nationales : Banha (Athribia) ; al-Fayyum (Pi-Yom) ; Luxor (Thébes) ; Asyut ; Assouan et Damanhur qui conservent le nom qu'elles portaient sous les Pharaons.
 - Trois ports maritimes datant des époques pharaonique et grecque : Marsa-Matruh (Paratonium), Alexandrie et al-'Arich (Laris).
 - Une cité, Qina, ancienne Kaenopolis, dont la création remonte à l'époque grecque.
 - Trois villes, Tanta, Damiette et al-Minia, érigées au rang de capitales provinciales au Moyen-Age arabe.
- 17 Sur les treize capitales restantes, quatre furent bâties dans les environs de sites antiques : Zaqaq, Bani-Swayf, Suhag et Port-Saïd, et l'une d'elles, Mansura, fut fondée au Moyen-âge. Ceci sans oublier Le Caire, capitale millénaire qui renferme deux capitales antiques, Memphis et Oun (Héliopolis). Nombreuses aussi sont les anciennes capitales des nomes devenues chefs-lieux de district. On peut citer Samanud, Akhmim, Achmun, Idku, Awsim, Isna, Kaft, Idfu, Fuwa, Minuf, Rosette, etc...
- 18 Autre permanence qui mérite d'être soulignée, celle de l'organisation administrative, et ce en dépit des avatars du nome. La maîtrise des ressources hydrauliques, le contrôle et la gestion de l'irrigation ont impliqué la nécessité de l'existence d'un pouvoir central, siégeant dans une métropole unique relayée par des capitales provinciales assez bien réparties sur le territoire.
- 19 A l'époque moderne, qui débute avec l'avènement de Muhammad 'Ali, la logique de cette organisation avait toujours sa raison d'être. De même, le sous-peuplement de l'Égypte (près de 4 millions d'habitants) n'appelait ni la création de nouveaux centres urbains ni la nécessité de sortir de la vallée. L'on conserva donc les centres existants en renforçant leurs fonctions commerciales et de services. Leur intégration dans le réseau de communications moderne créé à partir du milieu du siècle dernier a accru leur importance. Au cours du premier quart de ce siècle, le développement des industries du sucre et du textile ne pouvaient que favoriser quelques-uns de ces vieux centres enracinés, proches de la matière première et, de surcroît, bien desservis.
- 20 La rapide croissance démographique qui a fait d'abord décupler la population en un siècle (entre 1846 et 1943-44), puis l'a fait doubler entre 1947 et 1976, a amené les autorités à octroyer le statut de villes à certaines localités rurales. On en comptait 64 entre 1927 et 1976, soit 1,3 villes par an. Cette étonnante « parcimonie » dans l'octroi du statut de villes a été soulignée récemment par Ph. Fargues⁹ qui rappelle qu'en 1976, il n'existait que « 146 villes, soit moins d'un dixième de localités de plus de 500 habitants¹⁰ ». En 1986, cette proportion n'a pas fondamentalement changé. L'Égypte est-elle engagée sur la pente de « désurbanisation » au sens administratif du terme ?
- Problèmes de définition et de sélection des villes
- 21 En 1907, on a tenté de donner une définition de l'« urbanité » qui inclue le seuil quantitatif des statistiques et la forme urbaine : « A town is an area of more than 10 000 inhabitants when not treated as towns unless they really possessed urban characteristics, and even not overgrown villages¹¹ ».
- 22 En 1960, on a abandonné cette définition pour une autre plus réductrice, basée exclusivement sur le statut administratif. Ainsi sont considérées comme des villes :
- Les capitales des quatre gouvernerais urbains : Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd et Suez¹².

- Les 22 capitales des autres gouvernorats.
 - Les villes considérées comme des unités administratives indépendantes pour des raisons politiques : Chubra al-Khayma, al-Mahallah al-Kubra, Kafr al-Dawar, Luxor, Malawi, Girga, Mit-Ghamr, Disuk, al-Qanayat, Kaha, Sirs al-Layan, Abu-l-Numrus, Draw et Abu Simbel.
 - Les capitales de districts.
 - Les villes nouvelles : Dix de Ramadan, Six Octobre, Al-'Ubur, Al-Salhiyya, Sadat-City et Damiette al-Gadida.
- 23 A cette simplification de la notion d' « urbanité » s'est ajoutée l'absence de critères de sélection fiables et opératoires. Cette lacune a pourtant été comblée par la publication d'une circulaire de la commission des collectivités locales, datée du 8/9/1974. Elle spécifiait « les critères et les fondements de la sélection des localités pouvant accéder au statut de ville » et soulignait la nécessité de l'établissement d'un plan décennal permettant de sélectionner 5 villages par an. Ces critères sont les suivants :
- L'existence de moyens et d'une activité économique urbaine capables d'attirer et de sédentariser une population.
 - Un seuil minimum indispensable de 15 000 habitants.
 - Une localisation touristique ou stratégique.
- 24 Afin de permettre l'élection d'un nombre important de villes, l'absence d'un siège de l'administration locale, d'un poste de police ou d'un tribunal a cessé de constituer un critère éliminatoire ; les futures villes auraient la possibilité de s'en doter progressivement en fonction de leurs moyens financiers.
- 25 En dépit de l'ambiguïté et de l'imprécision des critères 1 et 3, ils ont toutefois introduit une certaine rationalité dans les choix. Huit villages ont ainsi été sélectionnés en 1975. Au cours de la même année, la loi 52 a stipulé la formation de conseils locaux, élus au suffrage universel s'appliquant à toutes les circonscriptions administratives. Les élus locaux des conseils de villages ont acquis de la sorte des prérogatives qu'ils risquaient de perdre avec le changement de statut de leur localité, impliquant la dissolution de l'ancien conseil et l'organisation de nouvelles élections. En assurant le maintien des conseils élus jusqu'à l'expiration de leur mandat sans tenir compte du changement de statut de la localité, l'amendement de la loi de 1975 est venu mettre fin, en 1981, aux conflits suscités par la situation antérieure. Cependant, l'application de cette loi se heurte à des considérations d'ordre politique, spéculatif ou relevant de la sécurité nationale.
- 26 En premier lieu, des membres de l'Assemblée du Peuple obtiennent souvent la transformation de leurs villages en villes sans tenir compte des critères définis, ce qui compromet la sélection établie par les gouverneurs et approuvée par le conseil des collectivités locales.
- 27 En second lieu, certains promoteurs fonciers, soucieux d'intégrer leurs lotissements illégaux dans un périmètre urbain, exercent des pressions sur les conseils locaux pour accélérer le changement de statut de leurs villages.
- 28 Enfin, le ministère de l'Intérieur, sans consulter les autorités compétentes, plante quelquefois des postes de police dans certaines localités rurales, ce qui a pour effet de leur donner automatiquement accès au rang de villes. Les enjeux politiques et économiques que représentent l'accès des communes rurales au statut de villes constituent le moteur et paradoxalement le frein de cette promotion. L'on comprend mieux maintenant pourquoi se côtoient dans le même gouvernorat des villages

« métropolitains » de plus de 120 000 habitants et des chefs-lieux de district de moins de 20 000 habitants. Mais l'on ne comprend toujours pas pourquoi les autorités des gouvernerais n'arrivent pas à imposer leurs choix...

- 29 Si l'on tentait d'appliquer les critères de sélection définis sur les 108 villages de plus de 20 000 habitants, les données de base du recensement de 1986 sur la répartition des populations urbaines et rurales seraient inversées. Sur la base de ce constat, la stabilité de la population urbaine révélée par ce recensement n'est qu'apparente.

Évolution de la structure urbaine

- 30 Si le caractère aléatoire du choix des villes ne légitime pas le discours sur la stagnation de l'urbanisation, la régression de la croissance des strates supérieures de la hiérarchie urbaine n'en augmente pas davantage la crédibilité. Pour significative qu'elle soit, cette régression n'a pas démesurément affecté l'accroissement de ces villes, qui demeure important (3,6% en moyenne entre 1976 et 1986 contre 5,2% entre 1960 et 1976). Elle n'a pas non plus infléchi les disparités intrinsèques à la structure urbaine. En effet, la part de la population urbaine dans les villes de plus de 100 000 habitants demeure écrasante. Elle est passée de 52,3% en 1927 à 76,2% en 1986. Alors que le nombre des villes a augmenté de 3 à 24 au cours de la même période, le volume moyen de la population a enregistré une légère augmentation, passant de 590 700 à 661 200, ce qui révèle la continuité du processus de concentration de la population dans un nombre limité de villes. Ainsi, parmi les villes de plus de 100 000 habitants, les trois « multi-millionnaires », Le Caire, Alexandrie et Giza, réunissent à elles seules plus de la moitié de la population urbaine (56%). Les données du tableau 1 montrent qu'en 1976, 56% de la population urbaine se concentraient dans 2,8% des villes et 81% des villes (plus de 20 000 et moins de 500 000) ne regroupaient que 22,1% de cette population. Ces rapports n'ont pas fondamentalement changé en 1986.

TABLEAU 1¹³ Structure urbaine 1976-1986

Taille	Nombre des villes		Pourcentage des localités		Pourcentage de la pop. totale	
	1976	1986	1976	1986	1976	1986
plus de 1 500 000	2	3	1,9%	1,5%	48%	53,1%
de 500 000 à 1 499 999	1	1	0,9%	0,96%	8%	3,4%
de 100 000 à 499 000	17	20	16,2%	15,7%	21,9%	21,4%
de 20 000 à 99 999	85	104	81%	81,8%	22,1%	22,1%
TOTAL	105	127	100	100	100	100

L'analyse de la croissance urbaine au cours de la dernière période intercensitaire 1976/1986 révèle des inégalités sensibles. Afin de les mettre en évidence et d'en déduire les récentes tendances, nous allons croiser trois types de données relatives :

- à l'évolution des différentes strates composant le réseau urbain,
- à l'évolution du nombre de localités selon le groupe de taille,
- au taux de croissance annuel moyens des villes par groupe de taille.

Tableau II : Répartition des villes (*) et de la population par catégorie 1927 -1986

CLASSE	1927		1937		1947		1960		1976		1986	
	Nb.	Population	Nb.	Population	Nb.	Population	Nb.	Population	Nb.	Population	Nb.	Population
Plus de million	1	1.078.570	1	1.309.718	1	2.075.911	2	4.865.013	3	8.622.167	3	10.840.671
De 500.000 à 999.999	1	600.106	1	709.671	1	949.671	--	--	--	--	1	710.794
De 100.000 à 499.999	1	101.034	1	118.953	7	951.995	12	2.226.642	17	3.346.385	20	4.318.356
De 50.000 à 99.999	8	504.254	10	714.891	7	502.187	8	524.687	18	1.216.946	30	2.011.715
De 20.000 à 49.999	17	512.036	21	600.178	34	927.115	46	1.412.998	63	2.076.942	74	2.515.751
De 10.000 à 19.999	29	442.145	30	458.470	26	389.141	33	479.724	36	580.627	20	331.806
De 5.000 à 9.999	16	118.229	16	117.446	18	177.996	17	130.395	6	44.842	9	70.734
Moins de 5000	9	35.550	7	29.196	5	19.525	3	11.638	3	3.832	9	10.621
TOTAL	82	33.842.211	87	4.058.523	99	5.943.319	121	9.651.097	146	15.891.723	166	20.810.448

(*chiffres n'incluant pas les villes de la frontière)

Source: Urbanisation et évolution de la hiérarchie urbaine 1976-1986, par Khadiga Abd el-Rahman, contribution au colloque sur la croissance urbaine, causes, conséquences et politiques urbaines, Le Caire, 1988

TABLEAU III Taux annuels moyens d'accroissement des strates urbaines 1927/1986 (en %).
Pourcentage calculé à partir des données du tableau II

Classe des villes	1927 - 37 %	1937-47 %	1947-60 %	1960-76 %	1976-86 %
plus de 1 000 000	2,2	5,8	7,9	4,4	2,5
de 500 000 à 999 999					
de 100 000 à 49 999	1,7	7	10,2	4,8	2,9
de 50 000 à 99 999	4,1	-2,9	0,3	5,2	6,5
de 20 000 à 49 999	1,7	5,4	4	2,5	2,1
de 10 000 à 19 999	0,9	-1,5	1,7	1,2	-4,2

31 D'après la lecture des données précédentes, on constate :

- La chute du taux de croissance des strates supérieures (villes de plus de 100 000 habitants).
- Une légère augmentation du taux de croissance des strates intermédiaires (de 50 000 à 99 999).
- Une légère diminution du taux de croissance de la catégorie des villes situées entre 20 000 et 49 999 habitants.
- Une croissance négative des petites villes (de 10 000 à 19 999 habitants). Le croisement des données de ce tableau avec celles du tableau IV (annexe) permet de confirmer ou de nuancer ce raisonnement.

32 Tout d'abord, la décroissance des niveaux supérieurs de la hiérarchie urbaine entre 1976 et 1986 est confirmée. Parmi les trois villes de plus d'un million d'habitants, seule Giza a maintenu son taux de croissance annuel moyen au-dessus la moyenne nationale (4,28% contre 2,7%). A l'exception de Port-Saïd et de Isma'iliyya, dont les taux de croissance ont connu un bond remarquable, les autres villes de plus de 100 000 habitants (17 villes) ont décliné ; cinq d'entre elles ont enregistré une chute très nette de leur taux de croissance annuel moyen.(5,3% en moyenne entre 1976 et 1986, contre 14,3% entre 1960 et 1976).

33 En dépit de sa diminution, le rythme de croissance de la majorité des grandes villes demeure néanmoins supérieur à la moyenne nationale. Les changements de tendances dans cette strate, sans nous permettre de conclure à une régression absolue de la croissance, nous autorisent du moins à parler de l'amorce d'un relatif processus de régulation. Ce processus recouvre cependant des phénomènes de crise :

34 crise du logement, de l'emploi, du développement industriel, forte augmentation des valeurs foncières, renchérissement du coût de la vie, etc. Tous ces facteurs contribuent

à rendre ces villes moins attractives. La dynamique de leur croissance, somme toute importante, serait moins imputable à l'exode rural qu'à la reproduction de la population. Le cas du Caire est à cet égard révélateur. Entre 1960 et 1976, l'apport migratoire ne représentait plus que 10% de l'accroissement de l'agglomération du Grand Caire¹⁴. Ces nouvelles tendances se confirment de plus en plus à travers des études plus récentes¹⁵. La réduction des flux migratoires vers les grandes villes bénéficie-t-elle aux catégories inférieures ?

- 35 La forte croissance de la strate des villes moyennes de plus de 50 000 habitants recouvre paradoxalement une croissance plus ou moins modérée des villes qui la composent. Seules trois villes ont glissé vers la strate supérieure, alors que le nombre de villes a presque doublé entre les deux derniers recensements. Sur 30 villes, 2 ont vu chuter sensiblement leur taux de croissance annuel moyen ; il a décru pour 9 d'entre elles et progressé, parfois considérablement, pour le reste (19 villes). Ces données traduisent un certain changement de tendances dans cette catégorie de « villes négligées » dont la majorité avait un taux de croissance inférieur à la moyenne nationale. L'amélioration des scores réalisés par ces villes serait-il dû à leur développement économique ? Ou à la diminution des capacités d'accueil et du pouvoir d'intégration des grandes villes ? L'un et l'autre probablement. En effet, ces villes attirent de plus en plus d'investissements publics et privés. Le cas de Rosette illustre une certaine reprise d'intérêt pour ces agglomérations urbaines. Cette ville a été le théâtre de quelques projets de très grande importance au cours de ces 10 dernières années : rénovation et restauration des monuments historiques – la Citadelle de Quayt Bay et les 45 maisons et mosquées datant de l'époque ottomane, protection de la côte contre l'érosion, réaménagement de la plage, amélioration de la route reliant Rosette à Alexandrie, etc...
- 36 A ces multiples interventions étatiques se sont ajoutés différents types d'investissements, notamment dans les domaines de la pêche et de la production de la brique industrielle, secteurs vitaux pour l'économie de la ville et qui avaient fortement décliné depuis 1960 : en effet, la construction du Haut-Barrage avait entraîné l'arrêt définitif du flux des sardines dans les eaux de la ville, d'une part, et du dépôt du limon, matière première pour la production de (a brique rouge, d'autre part. Des reconversions dans ce secteur ont fortement contribué à le redynamiser en même temps que l'élevage du mulot, remplaçant la pêche des sardines, faisait de Rosette le premier fournisseur de la région. D'autres projets sont en cours et la ville semble être en pleine phase de rénovation et d'expansion. Son taux de croissance annuel moyen est passé de 1,3% entre 1960 et 1976 à 3,3% entre 1976 et 1986.
- 37 Ces villes moyennes possèdent des potentialités de développement évidentes, mais l'absence de politiques d'aménagement régional laisse planer des doutes sur le maintien de leurs dynamiques.
- 38 A l'inverse, les villes, de plus de 20 000 habitants, délaissées par les pouvoirs publics et qui ne disposent pas de potentialités suffisantes pour fixer les nouveaux migrants, manifestent un dynamisme spectaculaire depuis 25 ans (3,1% en moyenne entre 1960 et 1976, contre 3,2% entre 1976 et 1986). Si l'on prenait en considération les villes côtières de la Mer Rouge et du Sinaï (gouvernorats de la frontière) qui ont enregistré des taux de croissance annuels moyens à deux chiffres, la moyenne pour 1976-86 augmenterait sensiblement. La forte croissance de ces villes pourrait être attribuée à leur nouvelle vocation touristique, acquise suite à la signature du traité de paix avec l'État hébreu en 1978.

- 39 Tout aussi remarquable est la dynamique de croissance des villes de plus de 10 000 habitants. La croissance négative de la strate (-4,2%, cf. tableau III) est imputable au glissement de 16 villes, sur les 36 qui la composent en 1976, vers la strate supérieure. Il nous est difficile, au stade actuel de nos connaissances, d'interpréter les causes du dynamisme de ces villes.
- 40 La démarche que nous avons suivie en mettant en relation trois données statistiques a permis de relativiser des jugements trop hâtifs et communément admis sur la régression de la croissance urbaine en Égypte. Certes, il y a un abaissement des taux de croissance des grandes villes, mais la dynamique des niveaux intermédiaires et inférieurs de la hiérarchie urbaine est évidente. Et si l'on admet un certain ralentissement de l'exode rural, compte tenu de la réduction de l'écart entre les taux de croissance des populations rurales et urbaines, il n'affecte à priori que les grandes villes. Cependant, l'extraordinaire gonflement de la population et du nombre des localités de plus de 20 000 habitants, classées comme rurales, témoigne forcément d'un déclin général des flux migratoires vers les villes. Mais il est paradoxalement révélateur d'un mouvement d'urbanisation sans précédent de l'espace rural et appelle une définition plus globale de l'urbanisation qui prendrait en considération les nouvelles formes de l'occupation de l'espace, les changements des caractéristiques sociales et professionnelles des habitants, des modes de production et de consommation. Sans pouvoir aborder ici tous ces aspects, qui dépassent le cadre de cet article, nous donnerons quelques indicateurs qui témoignent de ces transformations¹⁶.

Urbanisation de l'espace ruralLe phénomène des villages métropolitains

- 41 L'ensemble de la population rurale est passé de 20 589 801 à 27 031 613 habitants au cours de la période intercensitaire 1976-86, avec un taux de croissance annuel moyen de 2,45% contre 1,97% par an entre 1960 et 1976, taux record jamais atteint depuis 1897.
- 42 En 1976, la catégorie des villages de plus de 50 000 habitants ne figurait pas dans les données du recensement. Elle fait son apparition en 1986 dans le gouvernorat de Giza, où l'on a dénombré 4 villages : Mutamadiyya, 54 110 habitants ; Warak al-Hadar, 66 409 ; Warak al-'Arab, 127 108 ; Kardasa, 52 283. Ils comptaient respectivement, en 1976, 18 439, 42 614, 46 451 et 29 287, soit des taux de croissance annuels moyens se situant entre 3,5% et 19,3%. En outre, le nombre des villages de la strate de 20 000 à moins de 50 000 habitants a augmenté de 175%, celui de la catégorie de 10 000 à moins de 20 000 de 75%, celui de la catégorie de 5000 à moins de 10 000 de 11%, tandis que la catégorie des villages de moins de 5000 habitants a perdu 50% de ses effectifs (le nombre des villages est tombé de 2545 à 1260 au cours de la période intercensitaire 1976-86) (Tableau V, ci-dessous). Quel est l'impact de cette dynamique sur l'espace rural ?

- 43 Tableau V

Répartition de la population rurale par classe 1976-1986

Nombre de village par classe									
- 5000		de 5000 à 10 000		de 10 000 à 20 000		de 20 000 à 50 000		plus de 50 000	
1976	86	1976	86	1976	86	1976	86	1976	86
2 545	1 260	1 162	1 290	357	625	39	108	0	4

Source : compilé des différents recensements des gouvernorats 1976 et 1986

Changements économiques et écologiques

- 44 Les transformations subies par la campagne égyptienne depuis 1973, à la suite de la politique de libéralisation économique et de l'émigration vers les pays pétroliers, ont été maintes fois soulignées par différents spécialistes¹⁷. On a d'abord attiré l'attention sur l'abandon progressif de l'activité agricole par les émigrés de retour, au profit d'activités commerciales et de service, mais aussi de la spéculation foncière et immobilière. Les effets de ces changements n'ont pas tardé à se manifester. L'un des plus remarquables a été la prolifération de constructions verticales à caractère semi urbain, semblables à tous points de vue aux lotissements spontanés des périphéries des grandes villes, qui a transformé radicalement l'aspect physique de l'espace rural. Les statistiques sont venues ensuite confirmer ce phénomène : 1,1 million de logements sous forme d'immeubles construits au cours des dix dernières années¹⁸ et une progression de la surface bâtie des villages sur les terres agricoles qui s'accélère de façon inquiétante. Le cas du gouvernorat de Qalyubiyya a une valeur d'exemple à cet égard¹⁹.
- 45 La superficie de l'ensemble des zimam (terroirs) des 193 villages du gouvernorat s'élevait, en 1960, à 176 550 feddan, ce qui représentait 91,2% de la surface totale des terres cultivées et une moyenne de 910 feddan par village. La surface bâtie totale était de 6 975 feddan, 37,6 feddan en moyenne par village. Le rapport de la surface bâtie à la surface cultivée, qui était de 1 à 24 en 1960 et de 1 à 19 en 1970, se situait autour de 1 à 10 en 1983. La réduction de l'écart entre les deux surfaces traduit le triplement de la surface bâtie, qui est passée de 6 975 à 18 450 feddan en 23 ans, avec un taux de croissance annuel moyen sur les terres cultivées de 7,1%. L'on peut se demander la masse construite n'a pas empiété, depuis, sur le périmètre du zimam. Un tel scénario ne relève pas de la pure fiction : les extensions de la surface bâtie des villages, prenant une forme linéaire suivant les axes routiers, a rejoint celles des villes. Il en a résulté l'urbanisation de 3000 feddan bordant les routes qui relient, du sud au nord, la ville de Chubra al-Khayma (nord du Grand Caire) et la ville de Qalyub, Le Caire et at-Qanatir et enfin. Chubra af-Khayma, Chibin al-Qanatir, Banha et Kafr-Chukr. L'on retrouve le même phénomène dans la région de Zagazig, qui offre actuellement l'image d'une tentacule colossale « dévoreuse » de terres arables.
- 46 Mais le grignotage des terres agricoles dans le gouvernorat de Qalyubiyya ne résulte pas uniquement de la progression de la surface bâtie des villages, il résulte aussi de l'implantation d'établissements d'élevage avicoles, qui a pris des proportions démesurées. Cette activité semi-industrielle a pris naissance au lendemain de l'*Infitah*,

en réponse au slogan de la « sécurité alimentaire » lancé par feu le président Sadate. De la démagogie des slogans postérieurs à 1973 ont découlé des initiatives hasardeuses multiples, dont ces poulaillers qui ont essaimé par milliers en milieu rural. Compte tenu de sa proximité du Caire, Qalyubiyya s'est emparée à elle seule de 35% de ces établissements (4 000). Résultat : une perte de 1 300 feddan de terres agricoles et l'arrêt de fonctionnement de près de 70% de ces fermes à cause des carences des investissements.

- 47 Cependant, les effets produits par ces différentes formes d'urbanisation sur l'espace rural de Qalyubiyya apparaissent modestes par rapport à ceux induits par le développement des villes. Leur surface bâtie a progressé à un rythme de 9% en moyenne par an entre 1960 et 1983. Elle est passée, de la sorte, de 3 200 feddan à 8389 en 23 ans, ce qui signifie qu'elle double tous les 10 ans.
- 48 Les experts s'accordent sur le fait que dans le cas du maintien de ces rythmes d'urbanisation incontrôlée des villages et des villes, la fonction agricole disparaîtrait de Qalyubiyya dans les 50 ans à venir. Ces prévisions s'appliquent à tous les gouvernerais du Delta et de la Vallée.
- 49 On pourrait croire que la dynamique constructive qui abîme l'espace rural répond tout naturellement aux besoins en logements, en équipements et en services d'une population rurale en pleine expansion, mais ce n'est pas tout à fait le cas.
- 50 Certes, le marché de logements concerne la population rurale, mais seulement en partie. Car cette population est actuellement grossie par des citadins, ex-habitants des grandes villes et des villes moyennes, exclus du marché du logement dans leurs propres villes mais continuant à y travailler. Ils sont quelquefois aussi nombreux que les premiers, comme en témoigne le cas du village de Mit Antar, dont le tiers des 14 511 habitants est originaire de la ville de Mansura. C'est l'adéquation des loyers – et du coût de la vie en général – avec leurs revenus à Mit Antar qui les a poussés à y élire domicile. La rapide croissance des villages égyptiens est donc partiellement la conséquence d'une nouvelle forme « d'exode urbain » qui est en train de les transformer en « cités dortoirs ». Cet inversement des rapports entre villes et villages se manifeste également dans d'autres domaines. Tout récemment, un économiste égyptien se demandait si le « village égyptien était consommateur ou producteur²⁰ ». Cette question se justifie en effet par le fait que les paysans se procurent de plus en plus dans les villes des produits que le village lui fournissait autrefois : volailles, matières grasses et pain. Le transfert des modes de consommation des populations des pays du Golfe est le premier facteur qu'on avance pour expliquer ces transformations. L'on évoque aussi l'introduction de l'électricité, qui aurait entraîné la « réduction du nombre d'heures de travail des paysans ». Mais il s'agit là d'une approche assez réductrice des causes profondes des transformations qui secouent l'Égypte rurale. De même qu'elle dénie le droit élémentaire de la population rurale à bénéficier des avantages traditionnellement associés à la ville, allant dans le sens d'une évolution inéluctable.
- 51 Nous en arrivons là à la question centrale de cette étude, à savoir les nouvelles tendances de l'urbanisation et de son devenir. En faisant abstraction des ventilations administratives des localités urbaines et rurales, de tailles et de caractéristiques similaires, nous concluons à la continuation du processus d'urbanisation entamé depuis le début de ce siècle, voire à son amplification et à sa généralisation.
- 52 Cependant, deux nouvelles tendances apparaissent : l'inversion des rapports entre les grandes villes et les localités de petite et moyenne taille classées comme rurales, d'une

part, et le phénomène de conurbation, de l'autre. En effet, il apparaît de plus en plus évident que les grandes villes jouent de moins en moins le rôle de soupapes de sécurité pour la population rurale excédentaire. Car même si la campagne égyptienne a toujours eu une forte capacité à retenir des populations rurales croissantes, elle ne pouvait pas prétendre jusque-là accueillir la population urbaine en mal de logements. Le nivellement qui s'est opéré entre les strates inférieures de la hiérarchie urbaine et les strates supérieures de la hiérarchie rurale, résultant du développement des moyens de communication modernes ayant facilité les transferts et les échanges caractéristiques de chaque entité, est à la fois la cause et la conséquence de cette inversion des rapports.

- 53 Les effets induits par ces changements sur l'environnement sont lourds de conséquences pour l'avenir. Sans contribuer à rééquilibrer une armature urbaine marquée par de fortes inégalités, ils participent à la destruction de l'espace cultivé. De même, il serait illusoire de croire que la dynamique de la croissance des strates intermédiaires et intérieures de la hiérarchie urbaine constitue l'amorce d'un quelconque équilibre. Le problème paraît moins être celui de l'hypertrophie des métropoles ou du déséquilibre de l'armature urbaine, que celui du rapport entre un espace déterminé qui pour le moment, semble inextensible, et l'amplification de la croissance de la population. A partir de ce moment, toutes velléités de répartition de la population et des activités à l'intérieur de cet espace ne peuvent mener qu'à un cercle vicieux à moyen terme : surdensifications, concentrations croissantes et conurbation. Ce processus est déjà amorcé. Il ne se traduit pas seulement par « la prolifération d'espaces bâtis très peu hiérarchisés et sans aucun plan d'ensemble²¹ », mais aussi par le télescopage d'agglomérations de tailles et de caractéristiques différentes, cela dans la plus grande anarchie.
- 54 En se basant sur ce constat, seule la création de nouveaux pôles d'attraction à l'extérieur de la Vallée et du Delta, découlant d'une véritable stratégie de développement national, est capable d'inverser fondamentalement les tendances d'urbanisation. De là découle la nécessité de l'évaluation de la politique des villes nouvelles et de la bonification des terres désertiques mise en oeuvre depuis quinze ans afin de mettre en évidence les causes de leur échec prématuré et de rompre le cercle vicieux dans lequel est engagée l'urbanisation de la Vallée du Nil.

L'urbanisation de la vallée du Nil

NOTES

1. La réflexion présentée dans cette étude a eu comme point de départ un constat sur la stabilisation des populations urbaine et rurale, stabilisation soulignée pour la première fois par Mercedes Volait dans son article « Le Caire, les problèmes de la croissance à la lumière du recensement de 1986 » in *Espace, populations, sociétés*, 1988/2, pp. 213-225.
2. Merlin (Pierre) et Choay (Françoise), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, PUF, 1988, p. 682.
3. Volait (Mercedes). Cf. supra
4. Les deux plateaux désertiques qui bordent la Vallée du Nil n'existaient pas au temps des hommes préhistoriques. Un climat plus humide régnait sur les étendues aujourd'hui arides du Sahara. Cf. *Dictionnaire de la civilisation égyptienne*. Edit. Hazan. Par Georges Posener, avec la collaboration de Jean Yoyotte et de Serge Sauneron, 1989, p. 83.
5. Il s'agit, des cinq gouvernorats suivants : nord et sud du Sinaï, Marsa Matruh (frontière ouest), la Mer Rouge et Al-Wadi ai-Gadid.
6. *Dictionnaire de la civilisation...* Cf. supra, note 4, p. 298.
7. Chiffre théorique des provinces, maintenu par les scribes comme archétype de l'Égypte idéale et correspondant à celui des quarante-deux juges qui assistaient Osiris

en son tribunal. Le nombre des provinces a fortement varié au cours des époques pharaoniques. *Ibid.*, note 5.

8. *Ibid.*

9. Fargues (Philippe), « Les villes petites et moyennes au Machreq : une catégorie inclassable », *Petites et moyennes villes dans le monde arabe*, URBAMA, 16-17, 1986. pp. 33-46.

10. *Ibid.*

11. Egypt General Population Census, 1907.

12. Isma'iliyya, classée comme gouvernorat urbain dans le recensement de 1976, a été classée comme gouvernorat rural dans celui de 1986.

13. *Employment and infrastructure planning for secondary urban settlement*, Cairo University, institute of Urban and Regional Planning, Final report 1987. Les données de 1986 ont été complétées par nos soins.

14. Volait (Mercedes). Cf. note 3.

15. *Mobilité des hommes et circulation des biens dans la Vallée du Nil*. Etude menée conjointement par URBAMA et le CEDEJ, dont les résultats ne sont pas encore publiés.

16. Les changements des caractéristiques socio-professionnelles des habitants en milieu rural furent récemment abordés par S. Fanchette, dans un article intitulé « Densité de population et urbanisation de l'espace rural », *Tiers Monde*, Tome XXXI, n° 121, janvier-mars 1990, pp. 29 à 56.

17. Le dernier en date est l'article de M. 'Abd al-Fadil : « L'avenir de l'agriculture et la question agraire en Égypte », *Tiers Monde*, Tome XXXI, n° 121, janvier-mars 1990, pp. 15 à 28.

18. « Urbanisation, Habitat des urbanistes sur le terrain », *Revue de la presse égyptienne*, n° 29, 4^e trimestre 1987, p. 91.

19. Les terres agricoles représentaient près de 200 000 feddans en 1960. La superficie consommée par le développement de l'urbanisation des villages, des villes et des autres équipements entre 1960 et 1983 se répartissaient de la façon suivante : 26 000 feddans ; extensions linéaires : 3 000 fermes avicoles : 18 000 ; villages et leurs dépendances ; 8 400 : extensions urbaines. Total 55 850 Compte tenu du dédoublement de la surface bâtie tous les dix ans, et en supposant la stabilisation du rythme de croissance, cette superficie sera de 111 700 en 1993 et de 223 400 en Fan 2003. Cf. Qachoua (M.), « L'avenir de l'urbanisation en Égypte dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire », II^e Congrès d'aménagement urbain et régional, Le Caire, 22 mars 1988.

20. Cf. supra, note 16.

21. *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. Cf. supra, note 2.

INDEX

Mots-clés : démographie, environnement, géographie, urbanisation, ville

AUTEUR

GALILA EL KADI

ORSTOM